

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GAILLAC • GRAULHET



Rapport

DÉVELOPPEMENT DURABLE

2023

■ COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GAILLAC-GRAULHET

1. Préambule

Depuis 2010, les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, de plus de 50 000 habitants, sont soumis à l'obligation d'élaborer un rapport sur la situation en matière de développement durable en application de l'article 255 de la loi portant engagement national pour l'environnement (12/07/2010).

La présentation de ce rapport à l'assemblée délibérante est ainsi l'occasion de mettre au centre du débat démocratique les choix de l'action publique au regard du développement durable, et ce, en adéquation avec les enjeux locaux et les orientations stratégiques retenues.

Le rapport met en évidence le bilan des politiques, des programmes et des actions publiques et permet d'analyser les impacts de chacune sur l'ensemble des cinq finalités du développement durable (article L 110-1 du code de l'environnement) :

- lutter contre le changement climatique et protéger l'atmosphère, 
- préserver la biodiversité et protéger les milieux et les ressources, 
- permettre l'épanouissement de tous les êtres humains, 
- assurer la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations, 
- fonder les dynamiques de développement suivant les modes de production et de consommation responsables. 

Chaque action présentée concourt à une ou plusieurs des cinq finalités du développement durable, renseignées grâce aux pictogrammes présentés ci-dessus. Afin de faciliter la lecture du rapport, les pictogrammes sont attribués aux actions.

L'enjeu est de rendre compte des interactions et des interdépendances des activités et d'éviter l'analyse sectorielle par finalités.

Les éléments de démarche du développement durable, moteurs de la gouvernance territoriale, seront analysés pour les **programmes, les plans et les schémas** en cours, en construction ou validés.

- La participation des acteurs (à travers la concertation)
- L'organisation du pilotage (une équipe projet et des instances de pilotage)
- La transversalité de l'approche (un suivi partagé, des objectifs et des enjeux transversaux)
- Le dispositif d'évaluation partagé (des indicateurs de suivi et d'évaluation)
- La stratégie d'amélioration continue (une mise à jour du plan d'action et un suivi des indicateurs)

Un tableau de synthèse avec les finalités et les éléments de démarche est annexé à ce présent rapport. Cet outil permet d'avoir une vision globale de l'action publique dans le développement durable.

Le rapport a été réalisé en transversalité **avec la participation de l'ensemble des services de l'agglomération**. La rédaction et la synthèse des travaux ont été pilotées par la coordinatrice Climat de la direction « Aménagement du territoire ».

La collectivité a fait le choix de ne pas citer dans les compétences déléguées tout ou en partie à un syndicat.

Ce rapport s'inscrit dans les 17 objectifs du développement durable (OOD ou Agenda 2030).



En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé Agenda 2030. C'est un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats. Il porte une vision de transformation de notre monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable d'ici à 2030.

L'Agenda 2030 s'organise autour des « 5P » car il est au service de la **planète**, des **populations**, de la **prospérité**, de la **paix** et des **partenariats**.

Les **17 objectifs**, décomposés en **169 cibles** plus précises, en forment le cœur et décrivent l'horizon idéal pour 2030 d'un développement durable supposant autant la justice sociale que la croissance économique, la paix et la solidarité que la préservation des écosystèmes.

2. Le contexte et la stratégie territoriale

L'agglomération Gaillac-Graulhet est signataire d'un **Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE)** depuis le 21 décembre 2021.

Cet outil contractuel facilite la relance économique et la transition écologique du territoire. Une feuille de route a été travaillée avec plusieurs acteurs du territoire y compris les 56 communes. Plusieurs projets communaux et intercommunaux ont été identifiés et sont évalués pendant les 6 années du CRTE (2021-2027). Un COPIL a été organisé avec les services de l'Etat le 7 décembre 2023.

L'axe « transition écologique » du CRTE intègre l'ensemble des axes stratégiques du PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial).

Les documents structurants :

- **Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) 2022-2028**

L'agglomération est arrivée à l'échéance de la 1ère année du PCAET. Pour démarrer le plan, un programme de mobilisation des élus a été déployé. Il s'agit du dispositif "Mobelus Acteurs" financé par l'ADEME Occitanie.

2 ateliers "fresque du climat" ont réunis 15 élus. Dans la continuité, un atelier "2 tonnes" a été organisé avec 12 élus.

Le réseau des 56 élus "réfèrent climat" s'est mis en place avec l'organisation de temps forts (ateliers, séminaire photovoltaïque, ...) et une newsletter "Climat" trimestrielle.

La mobilisation et la sensibilisation des élus est accompagnée par des actions de sensibilisation des agents, en interne (infos climat avec le Tchapp'Agglo, affichage des gestes de sobriété énergétique...).

2 comités techniques internes et un comité de suivi et d'évaluation ont permis de me

Pour avancer dans la démarche de transition, les élus de l'agglomération ont validé l'engagement de la collectivité dans un **Contrat d'Objectif Territorial**. Ce nouveau dispositif, financé par l'ADEME sur 4 ans, permettra de challenger les politiques publiques de la collectivité selon 2 référentiels : le climat-air-énergie et l'économie circulaire.

La convention de financement a été signée au mois de novembre 2023 pour un démarrage des travaux dès le 1er trimestre 2024.



Dès le printemps 2023, l'agglomération s'est lancée dans la réalisation de son premier **Bilan des Emissions des Gaz à Effet de Serre (BEGES)**. Accompagné par l'AREC Occitanie, les services de la collectivité ont recueilli les données nécessaires pour calculer l'impact carbone du fonctionnement et des compétences exercées par la collectivité.

Le résultat du bilan et la validation du plan de transition associé seront validés dès le 1^{er} trimestre 2024.

La **loi d'accélération des énergies renouvelables** (APER (Accélération de la Production des Énergies Renouvelables)) du 10/03/2023, a mis les collectivités territoriales au centre de l'action. Les 56 communes ont été invitées à définir des zones d'accélération des énergies renouvelables avant la fin de l'année 2023. Malgré le report de quelques mois, l'agglomération a proposé un accompagnement méthodologique et technique aux communes. Dans ce sens, une chargée de mission d'accompagnement des ENR (Energies Renouvelables) a été recrutée (arrivée à la fin du mois d'octobre).

Les élus peuvent dessiner les zones et retrouver toutes les informations relatives aux zones d'accélération sur un portail cartographique créé en interne avec le service d'Information Géographique (SIG)

L'exemplarité de l'Agglomération est le socle de la stratégie du PCAET



Les actions présentées dans le présent rapport, en lien avec le PCAET, seront annoncées à l'aide du logo suivant :



3. Les actions engagées dans les 5 finalités du développement durable

Les temps forts 2023 :

- Avril : vote du Projet Educatif Communautaire 2023-2026, vote schéma cyclable communautaire
- Mai : vote de la Convention Territoriale Globale 2023-2027, schéma directeur communautaire d'eau potable, vote des orientations stratégiques du Programme Alimentaire Territorial
- Juillet : vote du Projet Jeunesse pour le territoire 11-25 ans
- Octobre : lauréat de l'AAP Programme Territoire d'Industrie 2023-2027, vote du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2023-2029, convention de partenariat avec la CCI du Tarn et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Tarn
- Novembre : signature du Contrat d'Objectif Territorial (COT) 2024-2028 avec l'Ademe Occitanie, engagement dans le programme Territoire Engagé dans la Transition.



a. Lutter contre le changement climatique pour protéger l'atmosphère

Améliorer la rénovation énergétique des bâtiments (privés et publics)

- Rénovation de l'habitat privé

L'agglomération est associée au Département du Tarn pour déployer le service public via « Tarn Renov'Occitanie ». Ce guichet unique régional décliné dans le département, permet de bénéficier de diagnostic, d'accompagnement pour demander des financements et d'assistance au suivi des travaux. En 2023, il y a eu 752 appels et 206 conseils.

Sur l'année 2023, l'agglomération a accordé et versé les aides suivantes :

- 72 585 € d'aides versées (dans le cadre de Renovam et d'Accompagnement Rénovation)
- 100 000 € d'aides accordées dans le cadre d'Accompagnement Rénovation Énergétique

L'agglomération octroie des aides complémentaires allant de 1000 à 3000 €, pour des travaux permettant d'atteindre 35% d'économie d'énergie (subventions soumises aux conditions de revenus).

- Les Opérations Programmées pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

L'année 2023 a été consacrée à la réalisation d'une étude pré-opérationnelle qui a conduit à valider l'élaboration de dispositifs d'OPAH couvrant l'ensemble du territoire dont l'un des objectifs est l'accompagnement des propriétaires à la réhabilitation de leur logement (rénovations énergétiques, adaptation au handicap, sortie d'habitat indigne...). La Communauté d'agglomération abondera les aides de l'Anah aux propriétaires. Le lancement du dispositif est prévu courant 2024.

- Audits énergétiques des bâtiments communaux et communautaires

L'agglomération, aux côtés des communes, a réalisé des audits globaux sur des bâtiments publics. Cette stratégie permet d'appréhender le bâtiment dans son ensemble (volet sécurité, réglementaire et énergétique). Lauréate de plusieurs appels à

projets, l'agglomération bénéficie de plusieurs financements ou d'accompagnement (Programme ACTEE 2 – FNCCR, Région Occitanie)

12 audits énergétiques réalisés en 2023 sur les bâtiments communautaires.

- **Rénovation énergétique des bâtiments communaux et communautaires**

Selon la nature des travaux préconisés, les audits énergétiques donnent lieu, selon les problématiques identifiées, à des travaux de rénovation énergétique. En 2023, l'agglomération a lancé la rénovation énergétique globale de 3 écoles Labastide de Lévis, Lasgraises et Puycelsi.

Le remplacement de 7 chaudières fuel et gaz propane par des chaufferies bois est programmé dans plusieurs établissements scolaires. Aussi, une étude de faisabilité et un forage test, réalisés en 2023, ont mis en évidence la pertinence de réaliser une installation géothermique à l'école Las Peyras de Rabastens en remplacement des chaudières gaz actuelles.

L'agglomération prévoit un plan pluriannuel de 2 millions d'euros par an, pour réaliser des travaux de rénovation énergétique de ses bâtiments les plus énergivores. De plus, en 2023, des actions d'optimisation des systèmes de chauffage existants ont été réalisées dans 20 bâtiments (thermostats programmables, outils de pilotage des installations, remplacement de chaudières vétustes par des équipements plus performants) ainsi que la mise en œuvre d'un plan de sobriété énergétique dans les bâtiments. Cela a permis de réaliser, dès 2023, des baisses de consommations d'énergie significatives (jusqu'à -40% dans certains bâtiments).

Pour réaliser ces opérations, l'agglomération bénéficie d'un soutien financier de nombreux partenaires (Etat via Fonds vert-DETR-DSIL, ADEME, Région Occitanie, Département du Tarn, Fonds européens, Dispositifs Certificats d'Economie d'Energie). Elle est également lauréate du programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique), porté par la FNCCR, sur 2021-2023. Ce programme permet de financer notamment le poste d'économie de flux, des audits énergétiques et des sondes de température-hygrométrie-CO2.

Les communes travaillent également sur la rénovation énergétique des salles polyvalentes, des logements locatifs, des maisons des associations, etc. L'agglomération soutient ces initiatives avec les fonds de concours.



Développer les énergies renouvelables

- Installation de panneaux photovoltaïques sur le centre de ressources de Técou et le gymnase de Lisle sur Tarn

Afin de réduire les coûts et participer à la transition énergétique du territoire, l'agglomération a installé des panneaux photovoltaïques en autoconsommation au centre de ressources de Técou (45 Kwc installés en 2019) et au gymnase de Lisle-sur-Tarn (92 Kwc installés en 2016).

Les productions permettent de couvrir une partie des besoins électriques de chaque bâtiment. Les économies sur factures et la revente du surplus permet de rentabiliser l'investissement entre 8 et 10 ans.

Depuis juillet 2023, une opération d'autoconsommation collective a été initiée sur le gymnase de Lisle sur Tarn, permettant à 3 bâtiments de l'agglomération situés dans le centre-ville de Lisle sur Tarn (crèche, groupe scolaire/ALAE-Cantine, relais petite enfance), de bénéficier d'une partie de l'électricité produite sur le Gymnase.

- En 2023, lancement du programme d'installation de panneaux photovoltaïques sur 4 écoles :
 - o Ecole de Cahuzac sur vère (70 Kwc dédiés à la vente totale et 9 Kwc dédiés à l'autoconsommation) - mise en service prévue en 2024
 - o Ecole de Parisot (36 Kwc dédiés à la vente totale) - mise en service prévue en 2024

- Ecole de Sénouillac (13 Kwc dédiés à la vente totale et 9 Kwc dédiés à l'autoconsommation collective) - mise en service prévue en 2024
- Ecole de Crins à Graulhet (156 Kwc dédiés à l'autoconsommation collective) - lancement travaux 2024 - mise en service prévue en 2025

Des installations « solaire thermique » sont également en service au gymnase de Lisle sur Tarn, sur deux crèches du territoire (Rivières et Brens) ainsi que la cantine scolaire de Cadalen.

Un plan de solarisation des toitures communautaires est engagé. En fonction de l'opportunité, l'électricité produite est revendue à 100 % ou une partie est consacrée à de l'autoconsommation. La majeure partie des projets, en fonction des potentialités de production, intégreront des opérations d'autoconsommation collective qui permettront à plusieurs bâtiments situés dans un périmètre autour du bâtiment producteur, de bénéficier de l'électricité produite.

- Bois Energie - Réseaux de chaleur et chaufferies individuelles

Grâce aux déchets de bois non-traité issus des déchèteries Trifyl, des tonnes de déchets sont stockés puis broyés ou mis en plaquettes pour alimenter des chaufferies collectives.

Sur la ville de Graulhet, 2 réseaux de chaleur alimentent plusieurs bâtiments communaux et intercommunaux (médiathèque, école, crèches ...).

Sur la ville de Gaillac, un réseau est en service dans le quartier des Sept Fontaines. Un 2ème réseau de chaleur est en phase d'étude de maîtrise d'œuvre pour alimenter l'hôpital, des écoles, ... (Puissance estimée 2.8 MW).

Une pré-étude est en cours pour un 3ème réseau de chaleur à Graulhet.

L'agglomération est partenaire de Trifyl. En tant que maître d'ouvrage, il déploie et exploite des réseaux de chaleur dans les villes de Gaillac et Graulhet, et aussi réalise des études d'opportunité chaufferies bois dans des bâtiments publics. Plusieurs bâtiments communautaires bénéficient des réseaux de chaleur urbain ou de ces études d'opportunité.

En 2023, 4 écoles sont équipées d'une chaufferie bois granulés et un programme d'installation de chaudières bois est lancé sur 6 autres écoles du territoire (mise en service prévue en 2024)



Favoriser la mobilité durable  

L'agglomération a validé un Plan de Mobilité autour de 3 axes stratégiques et 9 axes opérationnels pour la période 2019-2024.

Axes stratégiques :

- ✗ Proposer des déplacements alternatifs sécurisés, confortables et compétitifs
- ✗ Renforcer le lien social grâce à la mobilité
- ✗ Confirmer la culture de la mobilité durable sur le territoire

Les axes opérationnels :

- Le schéma cyclable communautaire voté en avril 2023 se décline en 4 grands volets :

- L'axe de la Vallée du Tarn,
- La boucle cyclo touristique au Nord du territoire de l'Agglomération,
- Les axes intercommunaux secondaires,

- Les maillages communaux internes (à l'intérieur des 18 zones urbaines)

Les dernières données, de 2017, montrent que 4,5 % des déplacements se font en transports publics sur le territoire.

Des équipements de proximité :

Afin de faciliter l'utilisation du vélo pour les déplacements du quotidien, de nombreux équipements de stationnement vélos (40 box individuels sécurisés et 220 places sur arceaux) ont été installés auprès des gares ferroviaires et routières, des équipements culturels, scolaires et d'accueil petite-enfance.

Des aires de co-voiturage sont aménagées pour favoriser le covoiturage. Récemment, une aire a été dernièrement aménagée, sur la commune de Rabastens, avec 39 places. Actuellement, 10 aires de covoiturage maillent le territoire de l'agglomération.

Les bornes de recharge pour les véhicules électrique : le Territoire d'Énergie du Tarn (le SDET) déploie des bornes de recharge de véhicule électrique sur le territoire.

<https://www.te81.fr/transition-energetique/bornes-de-recharge-pour-vehicules-electriques>

L'agglomération est dotée d'un parc d'une vingtaine de vélos à assistance électrique. Une flotte de 3 vélos est proposée aux communes pour le prêt aux usagers. En 2023, les vélos ont parcouru **7 515** kilomètres et les usagers ont pu tester ce mode de déplacement doux avant de passer, parfois, à l'achat.



Améliorer la qualité de l'air



- La qualité de l'air extérieure :

Depuis 2021, l'agglomération est adhérente à l'association régionale en charge de la surveillance de la qualité de l'aire, l'ATMO Occitanie (<https://www.atmo-occitanie.org>).

L'indice indiquant la qualité de l'air sur le territoire de l'agglomération est en ligne sur le site internet de la collectivité. Ce dernier se met à jour tous les jours.



b. Préserver la biodiversité et protéger les milieux et les ressources



Préserver et valoriser la biodiversité locale



Dans le cadre des projets pédagogiques menés par les structures éducatives (ALAE, ...), des actions en lien avec la préservation et la valorisation de la biodiversité sont menées.

La majorité des structures entretient un jardin pédagogique. Ce dernier accueille des cultures potagères mais également des structures pouvant accueillir la faune locale (nichoirs, hôtels à insectes...). Des plantations d'arbres ont été faites aux abords de certaines écoles comme Labastide-de-Lévis ou Coufouleux. Ces espaces, appréciés des enfants, préservent la biodiversité locale et améliore l'aspect paysager des structures.



Protéger la ressource en eau



Pour exercer sa compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations), l'agglomération adhère à plusieurs syndicats de bassins versants. Les élus délégués, dans les instances de gouvernance des syndicats, assurent le lien avec les réflexions portées par l'agglomération.

Depuis le 1er janvier 2020, la CAGG exerce les compétences en assainissement sur les missions d'entretien et d'exploitation générale sont assurées par les communes ou des opérateurs spécialisés. Des conventions de prestations de services signées entre la CAGG et les communes ou opérateurs définissent les engagements et responsabilités de chaque entité.

L'assainissement consiste à épurer les eaux usées (cuisines, salles de bain, machines à laver, lave-vaisselles, etc.) à l'aide d'un traitement réalisé en station d'épuration collective ou station individuelle, avant de les rejeter dans notre environnement. La haute qualité de ces opérations permet de protéger la santé des individus et de sauvegarder la qualité de nos milieux naturels (rivières, ruisseaux, zones humides).

Pour les habitations éloignées des centres-villes et des centres-bourgs, l'assainissement est individuel et réalisé par des installations autonomes.

Grâce aux différents systèmes de traitement, les eaux usées sont traitées avant d'être rejetées dans notre environnement.

Le traitement et la fourniture de l'eau potable sont gérés par plusieurs opérateurs qui assurent un service de qualité. Les grands enjeux sont de maîtriser la consommation d'eau et d'éviter le gaspillage.

Quelques données chiffrées :

- Linéaire de canalisations eaux usées : 450 km
- Nombre d'installations individuelles : 16 000
- Nombre de stations collectives : 54 stations d'épurations
- Quantité d'eau consommée en 2022/2021 /2020 : 3 997 000 m³ / 3 950 000 m³ / 4 200 000 m³



Collecter, trier et valoriser les déchets ménagers et assimilés

La communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet a entrepris de rénover le portage de sa compétence Déchets en affichant de nouvelles orientations volontaristes dans les documents structurant suivants :

- il est dessiné une feuille de route de la compétence pour la période 2022-2026, présentée en Exécutif le 12 décembre 2022.

Ce document impulse une sécurisation des process et une amélioration de l'offre de service,

- il est prescrit un nouveau règlement de collecte, délibéré le 13 février 2023, qui oblige au geste de tri et rappelle les objectifs quantitatifs et qualitatifs sur lesquels la communauté d'agglomération est engagée,
- il est construit un Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA (Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés) pour la période 2023-2029, délibéré le 23 octobre 2023, qui se soumet aux objectifs nationaux et régionaux et imprime des ambitions marquées, dans le développement de l'offre de service,
- enfin, il est prescrit un nouveau règlement de redevance spéciale, délibéré le 20 novembre 2023.

La communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet saisit l'opportunité du passage à une fiscalité unique sur le territoire, la TEOM, au 1er janvier 2024, pour refondre le fonctionnement de la Redevance spéciale dont la tarification n'avait pas été revue depuis 2008, et y inclure une nouvelle offre de service, notamment sur la collecte des biodéchets en vrac.

C'est dans ce cadre que le nouveau règlement de Redevance spéciale a été rédigé et délibéré.

Car au titre des responsabilités qu'elle exerce dans les domaines de l'attractivité des entreprises, la communauté d'agglomération a entendu accompagner sans réserve les professionnels qui adhèrent à la Redevance spéciale et les associer pleinement au respect de l'objectif de pente sur la réduction du poids des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) présentées à l'élimination et à la qualité du geste de tri.

C'est ainsi qu'à l'occasion du Comité Social Territorial (CST) Du 23 novembre 2023, ont été présentées :

- L'organisation d'une tournée de collecte des adhérents à la Redevance spécifique,
- L'organisation d'une tournée de collecte des biodéchets en vrac, spécifique,
- L'identification d'un poste budgétaire dédié, sous enveloppe, pour assurer ces missions.

Un numéro vert 0800 007 236 est accessible du lundi au vendredi de 9h à 12h.

La communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet affiche chaque année de bons résultats dans le respect de l'objectif de pente et dans la qualité du tri.

Elle entend conserver cette position favorable dans le temps avec la contribution des publics sensibles à la responsabilité environnementale, les professionnels.



Réduire les déchets notamment les biodéchets : compostage individuel et collectif



L'agglomération propose depuis 2017, des composteurs individuels de 320 litres auprès des usagers, au tarif de 15€. En 2023, 743 unités ont été vendues. Certains foyers compostent en tas au fond de leur jardin ou se sont équipés de composteurs vendus dans le commerce. Ainsi, ils valorisent également les déchets verts et les biodéchets issus de leur foyer. Des composteurs collectifs de 620 litres sont également proposés. En 2023, 2 composteurs ont été installés dans des structures.



Favoriser l'économie circulaire et locale



Par sa situation géographique, l'agglomération est attractive tant sur le volet démographique qu'économique. On y retrouve plus de 5 000 entreprises de moyenne et petite taille (< 50 salariés).

En 2023, l'agglomération a été lauréate du dispositif « **Territoire d'industrie 2023-2027** ». La candidature a été déposée à l'échelle du Tarn Nord avec l'agglomération de l'Albigeois et de la communauté de commune du Carmausin.

Le plan d'actions synthétique de Territoire d'Industrie intègre la transition écologique, qui constitue un axe fort dans la stratégie de reconquête industrielle.

Des actions dédiées seront développées sur :

- **L'Écologie Territoriale** avec la mutualisation d'équipements, la valorisation des déchets, la récupération de chaleur (fatale), ou bien le développement de services partagés (à l'échelle d'une zone d'activités...).
- La sensibilisation et l'accompagnement sur-mesure des industriels (notamment des PME) sur les enjeux de décarbonation (mise en réseau localement, appui par des dispositifs existants, ...);
- Le lancement de projets collectifs autour de la gestion de la ressource en eau (développement de synergies entre les industriels, ...).



L'économie circulaire se développe à la suite des premiers retours d'expériences :

- **La zone d'activité économique du « Mas de Rest »** à Gaillac accueille un pôle économie circulaire avec l'entreprise « Surplus Auto » qui agrandit son activité avec de nouvelles infrastructures.
- **Le programme « Eco-défi » avec la chambre des Métiers et de l'Artisanat du Tarn.**

La CMA du Tarn continue de déployer le label « Eco-défis » auprès des professionnels du département. Sur le territoire de l'agglomération, 3 professionnels ont été labellisés dont 2 qui ont intégré l'annuaire « Répar'acteurs ».

Ce dispositif permet d'accompagner, de façon individuelle, les entreprises artisanales, tout d'abord dans le choix des défis puis dans la mise en œuvre, étape après étape.

Accompagner les entreprises ^[OBJ]

Le service « économie » de l'agglomération accompagne les entreprises pour s'installer, se déployer et valoriser leur activité sur le territoire.

Pour favoriser l'accompagnement des professionnels, l'agglomération a signé à la fin 2023 une convention avec la chambre des métiers et l'artisanat du Tarn et une convention avec la chambre du commerce et de l'industrie du Tarn. Ces conventions d'une durée de trois ans seront évaluées chaque année en fonction des actions réalisées et de leurs indicateurs.

Des moments d'informations et de partage d'expériences seront proposés aux professionnels autour des questions de la transition écologique et énergétique (la rénovation énergétique des bâtiments, l'installation de panneaux photovoltaïques, la commande publique responsable, etc.).

À Gaillac, La Grappe by Granilia

À Gaillac, au sein de Granilia pépinière et hôtel d'entreprise, l'espace coworking La Grappe propose un espace professionnel partagé, connecté haut débit pour travailler seul ou à plusieurs, ponctuellement ou régulièrement.

c. L'épanouissement de tous les êtres humains



Favoriser la concertation et le dialogue local (CODEV)



Le conseil de développement (CODEV) réunit une soixantaine de bénévoles, représentants de la société civile, acteurs socio-économiques, culturels et associatifs du territoire. Cette instance consultative, désignée par le Conseil de communauté, est régulièrement sollicitée pour remettre un avis :

- sur l'élaboration du projet de territoire
- sur les documents de prospective et de planification
- sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du **développement** durable relevant du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale
- sur le rapport d'orientations budgétaires

Le **conseil de développement** s'auto-saisit, parfois, sur tout sujet d'intérêt territorial qu'il estime nécessaire d'étudier.

En 2023, le CODEV a participé à la préparation et l'animation de la concertation des habitants dans le cadre de l'élaboration du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale). Il a également participé aux groupes de travail de co-construction du plan d'actions du Projet Alimentaire territorial fin 2022-début 2023. Des membres du CODEV ont siégé aux différents Comités de pilotage de l'Agglomération (Projet Alimentaire Territorial, Comité des partenaires Mobilité, Comité de pilotage des contrats Territoriaux).

Enfin, le CODEV a organisé une rencontre sur le sujet de l'Hydrogène et a remis un avis avec des propositions sur le sujet à intégrer dans le plan d'actions du schéma de développement Economique et une conférence sur les énergies pour les transports futurs.

Déployer des actions en faveur de la famille, de la jeunesse et des plus petits via le Schéma Territorial Education Famille (STEF)

Alimenté par l'ensemble des dispositifs, schémas, projets stratégiques du territoire et afin de garantir la transversalité des actions portées en direction des familles, un Schéma Territorial Education Famille 2023-2027 a été validé le 22 mai 2023 en Conseil Communautaire en tenant compte des compétences intercommunales et celles partagées avec les communes.

Le STEF intégrant la nouvelle CTG 2023-2027 et le nouveau PEC 2023-2026, comprend 6 axes stratégiques, 24 objectifs et un plan d'action de 24 champs d'action visant à répondre aux besoins des familles, des enfants et des jeunes du territoire de 0 à 25 ans.

Les actions du STEF portées par les services communautaires (Petite Enfance, Education, Politique de la Ville, Habitat, Culture, Economie...) s'inscrivent pour la plus grande partie dans la notion de Développement Durable.

Le PEC 2023-2026 prévoit un volet évaluation, qui permettra d'assurer le suivi des projets d'animations et la mobilisation des équipes d'animations dans la thématique du développement durable.

En lien avec le PEC un programme d'actions d'éducation à l'environnement a été réalisé en 2023, dont :

- 1 appel à projet « Défi citoyen » lancé fin 2022 pour une remise de dossier et remise de prix au 2nd trimestre 2023.
- Des projets d'animation dans les structures autour : de jardins, du gaspillage, du tri, ...
- Des intervenants sont venus sensibiliser les enfants sur la biodiversité, l'alimentation et les circuits courts, ...

Assurer l'accueil de publics spécifiques

L'agglomération met à disposition **deux aires d'accueil des gens du voyage** sur les communes de Gaillac et Graulhet. Ces dernières sont équipées de 14 emplacements chacune et sont gérées depuis le 1er juillet 2023 par la société SG2A l'Hacienda (anciennement gérées par Soliha Tarn), en charge de la gestion du site et de l'accompagnement social des ménages. Cet accompagnement social entre notamment dans une démarche de sensibilisation au développement durable (tri des déchets, économies d'énergie, etc.).

Comme le diagnostic du schéma départemental d'accueil des gens du voyage l'a relevé en 2021, ces deux aires sont les seules du département à avoir pleinement conservé leur vocation initiale d'accueil d'un public nomade, c'est-à-dire qui a conservé un mode de vie itinérant, tout en maintenant le confort des personnes qui y séjournent avec un entretien suivi. En effet la durée des séjours est strictement inférieure à 3 mois.

L'accueil inclusif dans les structures d'accueil

Un des axes fort du STEF consiste à « renforcer la solidarité et la cohésion sociale, développer l'accès aux droits », on trouve parmi les actions réalisées en 2023, l'accueil inclusif des enfants en situation de fragilité, d'handicap ou à besoins spécifiques.

Un plan d'accueil inclusif existe à l'échelle de l'Agglomération, inscrit dans le Schéma Territorial Education Famille (STEF) avec un engagement financier fort de la CAF via le dispositif "Fonds Publics et Territoire". Exceptionnellement, la CAF n'a pas financé ces actions en 2023 (renouvellement de la COG entre la CNAF et L'Etat).

L'accueil des enfants en situation de handicap ou à besoins spécifiques nécessite des attitudes et des compétences spécifiques des professionnels auprès de l'enfant et de sa famille, et en partenariat fort avec les intervenants extérieurs.

En pratique, l'ensemble des structures Enfance et Petite-enfance bénéficient de formation des équipes, d'outils et moyens spécifiques (qui se traduisent essentiellement par du renfort de personnel) et un partenariat fort avec les acteurs médico-sociaux. Des actions d'accompagnement et de sensibilisation des familles ont une place importante dans ce plan d'accueil inclusif.

L'accompagnement des familles en situation de vulnérabilité

Un des axes fort du STEF consiste à « renforcer la solidarité et la cohésion sociale, développer l'accès aux droits ».

L'accès à un mode d'accueil constitue un des freins majeurs pour un retour à l'emploi, en particulier pour les mères élevant seules leurs enfants, et une nécessité d'offrir à ce public spécifique un temps d'accueil en lien avec les problématiques de son quotidien.

En partenariat avec la crèche associative Les Moussaillons, la CAF, le Département, Pôle Emploi, Mission Locale, CCAS de Graulhet, l'agglomération s'est engagée dans l'expérimentation du dispositif « **Accueil à Vocation d'Insertion Professionnelle** ».

(AVIP) »

La crèche Les Moussaillons est située à proximité d'un quartier Politique de la ville à Graulhet.

Les places AVIP sont réservées aux jeunes enfants de parents en situation de recherche d'emploi, volontaires pour s'engager dans une recherche intensive et de bénéficier d'un accompagnement social et professionnel en vue de leur intégration durable sur le marché du travail.

L'action vise à répondre aux besoins particuliers constatés sur le secteur Graulhetois. Les deux places supplémentaires créées, ont permis à 8 familles de bénéficier de ce dispositif en 2023.

La culture contre l'exclusion

Les équipements culturels de l'agglomération restent accessibles pour tous et n'excluent personne.

Des animations en lien avec le livre et la lecture sont proposées aux publics qui en sont éloignés socialement autour de temps d'échanges, de partages, et d'activités ludiques (histoires, jeux de société...). Cette offre concerne plus particulièrement les quartiers prioritaires des villes de Gaillac et Graulhet, les centres sociaux, les associations et les structures luttant contre l'exclusion. Le contenu des interventions est coconstruit avec les partenaires, afin de répondre aux enjeux de terrain.

Les conseillers numériques

L'agglomération s'engage dans la réduction de la facture numérique. Nos 2 conseillers numériques : Sonia et Nicolas, apportent leurs aides numériques aux habitants du territoire. Ils peuvent les accompagner dans la prise en main d'un équipement, la navigation internet, la gestion de la boîte mail, une démarche en ligne, gérer leurs contenus numériques... Ils peuvent aussi les sensibiliser à la sécurité numérique, découvrir et utiliser les outils de messagerie, ou accompagner les parents dans le suivi de la scolarité de leurs enfants.

Sonia et Nicolas sont présents à la Cyber base de Gaillac pour répondre aux questions des habitants mais également faciliter et vulgariser le numérique à travers les dizaines de cours collectifs qui sont proposés chaque mois mais aussi pour ceux qui souhaitent monter en compétence.

Ils se déplacent également au plus près des habitants, dans les 10 médiathèques du réseau, pour de l'accompagnement individuel et répondre aux nombreuses interrogations sur le numérique.

En animant le Numéric'tour, ils sensibilisent sur de grands thèmes comme la cybersécurité, les arnaques en ligne, le paiement en ligne ou encore la sobriété numérique et comment adopter un usage du numérique respectueux de l'environnement. Plus d'une vingtaine de dates ont été organisées l'année dernière.

Des animations destinées à la jeunesse sont également proposées en médiathèque le mercredi après-midi mais également avec les ALAE et MJC du territoire comme la sensibilisation aux fausses informations, aux temps écran mais aussi des activités ludoéducatives comme le stop motion, le rétrogaming ou encore la bande dessinée numérique autour de thèmes d'actualité comme le réchauffement climatique ou le harcèlement scolaire.

Le renfort de la démarche d'éco-exemplarité dans les structures accueillant du public

Un autre axe fort du STEF consiste à « agir pour un environnement sain et durable », on trouve parmi les actions réalisées en 2023, le renfort de la démarche d'éco-exemplarité dans les structures accueillant du public

Ainsi, les structures d'accueil déploient des actions concrètes en faveur du développement durable dans un souci de s'inscrire dans une démarche volontariste de réduction de l'impact environnemental et la préservation de la santé des enfants et des professionnels :

La petite enfance

- L'entretien au naturel des bâtiments : nettoyage à la vapeur pour les crèches de plus de 20 places, nettoyage à l'eau ozonée pour les micro-crèches de 10 places.

- Inscription dans une démarche de labellisation « écolo-crèche » en partenariat avec la structure d'accueil « Les P'tits Lis'Loups » située à Lisle sur Tarn, avec le soutien du Département du Tarn
- L'éveil à la nature avec des sorties extérieures et des mini-potagers dans les structures.
- Le tri et réduction des déchets. Le recyclage des matériaux pour les activités manuelles, l'utilisation de vaisselles réutilisables, de l'eau du robinet, de serviette de toilette lavable, ...
- Du mobilier ergonomique, en bois issus de forêts durables
- La participation des parents aux instances représentatives des structures
- L'achat de fournitures bio ou labellisées (couches labellisées, jeux en matériaux durables,)
- Réduction des consommations d'énergie,
- Priorité aux achats locaux, de saison, labellisés, bio, ...

L'enfance

Les orientations de la collectivité sont intégrées dans les projets pédagogiques puis dans les projets d'animation. Une programmation avant les vacances estivales est prévue pour faciliter le déploiement des projets avec les acteurs du territoire (y compris les services de l'agglomération). Le tableau de suivi des projets d'animations permettra d'évaluer la mobilisation des équipes d'animations dans la thématique du développement durable.

Une offre culturelle

Les équipes culture proposent une offre de médiation culturelle territoriale complète à travers un livret réalisé pour 2022 et 2023. On y retrouve une cinquantaine d'offres avec des actions courtes, longues, à la demande avec des actions de découvertes ou d'initiations pour la petite-enfance, les 3-10 ans et les adolescents.

L'ensemble des acteurs éducatifs, des communes et des associations peuvent y retrouver des offres pour les aider dans leurs projets. Chaque année, des centaines d'enfants bénéficient de ces offres.

d. La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations



Développer les logements sociaux sur le territoire :

Dans le cadre de l'axe 3 du Programme Local de l'Habitat visant le développement de l'offre sociale, l'Agglomération a accordé 56 000 € d'aides aux communes pour la production de 6 logements sociaux communaux en opération d'acquisition-amélioration.

Pour les opérations portées par les bailleurs sociaux, l'agglomération a financé des opérations en construction neuve :

- 447 800 € d'aides accordées pour la production de 329 logements sociaux.
- 228 750 € d'aides versées

Contribuer au développement des quartiers « Politique de la ville »

La Politique de la Ville concerne les Contrats De Ville (CDV) de Gaillac et Graulhet (de 2015 à fin 2023). Ces outils d'animation des politiques publiques sont à destination des quartiers prioritaires des deux villes (QPV de Gaillac et Graulhet), au service d'un projet de cohésion sociale.

Sur la ville de Graulhet, une médiatrice citoyenneté de proximité mène des actions d'éco-citoyenneté notamment sur la gestion des déchets dans les quartiers prioritaires.

Les contrats de ville pilotés, par l'agglomération, permettent de mener d'autres dispositifs de proximité :

- **Les quartiers d'été** : les structures de proximités avec le service culturel de l'agglomération proposent des activités aux pieds des immeubles, dehors tout au long de l'été. Ces temps conviviaux sont l'occasion de renforcer le lien social dans les quartiers prioritaires.

└ Graulhet

- ⇒ Mise en place d'une programmation d'activités diverses et variées sur la période estivale.
- ⇒ 1 opération hors quartier accessible avec « Grandeur nature » au lac de Nabeillou sur la période estivale.
- ⇒ 1407 participants
- ⇒ 11 porteurs de projets
- ⇒ 18 actions

└ Gaillac

- ⇒ Animations tout public, en pieds d'immeubles, les mardis en fin de journée (en alternance sur Catalanis et Lentajou) ;
- ⇒ Animations en extérieur : initiation pêche, animation à la piscine, sorties à la journée.
- ⇒ 467 participants (sur juillet et août)
- ⇒ 17 structures impliquées
- ⇒ 16 activités différentes. 58 animations proposées tout au long de l'été.

- **Les Parcours de Réussite Éducative (PRE)** : ces parcours permettent d'accompagner les enfants et les jeunes en difficultés avec un suivi personnalisé durant plusieurs mois.

- └ Graulhet : Plus de 110 suivis de parcours d'enfants
- └ Gaillac : 22 suivis de parcours d'enfants

- **Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD)** :

- └ Graulhet : Ce conseil est présidé par le Maire plus particulièrement sur le suivi des situations particulières, et favorise la communication entre les acteurs concernés.
- └ Gaillac : 2023 a été l'année de recrutement d'une coordonnatrice du CLSPD, qui travaille à l'élaboration du plan d'actions.

La Politique de la Ville concerne les Contrats De Ville (CDV) de Gaillac et Graulhet (de 2015 à fin 2023). Ces outils d'animation des politiques publiques sont à destination des quartiers prioritaires des deux villes (QPV de Gaillac et Graulhet), au service d'un projet de cohésion sociale.

Sur la ville de Graulhet, une médiatrice citoyenneté de proximité mène des actions d'éco-citoyenneté notamment sur la gestion des déchets dans les quartiers prioritaires.

Les contrats de ville pilotés, par l'agglomération, permettent de mener d'autres dispositifs de proximité :

- Les quartiers d'été : les structures de proximités avec le service culturel de l'agglomération proposent des activités aux pieds des immeubles, dehors tout au long de l'été. Ces temps conviviaux sont l'occasion de renforcer le lien social dans les quartiers prioritaires.

- Les Parcours de Réussite Éducative (PRE) : ces parcours permettent d'accompagner les enfants et les jeunes en difficultés avec un suivi personnalisé durant plusieurs mois.

En 2023, les actions se sont recentrées dans les quartiers avec des actions menées au plus près des habitants.



Favoriser l'accès à la culture pour tous

L'agglomération favorise l'accès à la culture pour tous grâce aux équipements et services de proximité.

Les **médiathèques**, premiers équipements culturels de proximité, vous accueillent à Briatexte, Cadalen, Cahuzac-sur-Vère, Castelnau-de-Montmiral, Gaillac, Giroussens, Graulhet, Lagrave, Lisle-sur-Tarn, Montgaillard, Parisot, Rabastens et Salvagnac.

La **médiathèque mobile** vient à la rencontre des habitants du territoire sur leurs lieux de vie. Elle s'installe sur les places, les marchés, dans les salles des fêtes.

Les **bornes de lecture**, installées dans les mairies, les épiceries, les restaurants, les associations, etc., permettent également aux plus éloignés des lieux culturels de réserver et de recevoir des documents sans se déplacer.

Une **carte d'adhérent** unique permet d'emprunter et de retourner ses documents d

Un **musée archéologique** situé à Montans accueille tous les publics et propose une programmation plurielle : expositions, ateliers et animations.

Un **service de médiation** va à la rencontre des publics en proposant des ateliers "hors les murs".

L'ensemble de l'offre culturelle est pensé dans une logique de sobriété avec l'utilisation de matériaux de seconde main et la création d'outils de médiation partagées sur l'ensemble du territoire.

La culture avec les jeunes et les adolescents, autour d'une comédie musicale :

- « COMEDIA » : ce spectacle vivant est une aventure humaine entre jeunes (de 13 à 17 ans) sur plusieurs temps : le casting, la création en immersion avec le monde des artistes et des techniciens professionnels puis la diffusion auprès de tous les publics dans les programmations culturelles des communes. Un cocktail animé entre jeunes qui découvrent de nombreuses passerelles possibles autour d'un projet de spectacle aux arts et disciplines multiples.

Développer une mobilité solidaire

L'agglomération propose un service de Transport A la Demande (TAD) sur l'ensemble du territoire.

Les personnes de plus de 75 ans sont prises en charge à domicile. Les tarifs sont attractifs, 2€ le trajet simple, 3 € l'aller/retour, 15€ le carnet de 10 tickets d'un aller simple et 25 € le carnet de 10 tickets allers-retours et gratuité pour les moins de 10 ans (accompagnement par une personne majeure obligatoire). **Un ticket TAD offre un accès au réseau de bus liO.**

La fréquentation du service est en augmentation régulière, notamment sur les secteurs Nord et Sud-ouest et sur le secteur de Graulhet. Cela place le TAD comme **un véritable service social indispensable en territoire peu dense.**

Le prestataire, en charge du TAD, utilise un véhicule léger électrique.

Par ailleurs, l'agglomération soutient le déploiement de la plateforme de **co-voiturage COVOIT81**, en étant partenaire de l'association pour la mobilité inclusive OTEMA TSA, initiative unique en France (pour les personnes atteintes de Troubles du Spectre Autistique). Par ailleurs, une réflexion est en cours sur le déploiement d'un service de covoiturage massifié et à destination de tous sur le territoire de l'agglomération.

Développer la pratique sportive

L'agglomération favorise la pratique sportive des habitants et notamment des plus jeunes.

- Parcours découverte

Le nouveau PEC conforte la pratique sportive sur tous les temps de l'enfant par la mise en place de parcours découverte, permettant la pratique d'activités diverses et variées, allant jusqu'à la découverte de nouvelles pratiques.

Pour ce faire, il a été mis en place :

- └ Un pilotage des activités sportives et culturelles assuré par la cheffe de service éducatif – Secteur 5 ;
- └ Un travail partenarial avec le Comité Départementale Olympique et Sportif du Tarn.

- Programme « Savoir Nager » : scolaire

En 2023, dans la continuité des objectifs fixés en 2022, l'agglomération a délibéré le 10 juillet 2023 sur l'engagement de sa politique du savoir-nager, en collaboration avec les communes et l'Education Nationale.

Cette délibération approuve :

- les modalités de cet engagement,
- la convention-cadre fixant les engagements respectifs de l'agglomération, de l'Education Nationale, et des communes, en particulier sur la mise à disposition et l'utilisation des piscines pour le savoir-nager
- la participation de 60€ par séance de savoir-nager par groupe-classe à verser aux gestionnaires de piscines.

Ce 1er engagement va permettre de poursuivre le partenariat avec l'Education Nationale, responsable de l'enseignement de la natation, pour travailler dès la rentrée scolaire 2023-2024 sur l'organisation des séances de savoir-nager dans le cadre des piscines en fonctionnement.

Après avoir fait l'état des lieux des bassins et des créneaux disponibles sur le territoire de l'agglomération et les communes limitrophes, les conseillers pédagogiques de l'éducation nationale et les équipes enseignantes planifient les séances pour le 1er semestre 2024. Pour les bassins extérieurs, les séances seront assurées au cours des mois de juin et septembre.

Pour répondre aux objectifs du plan climat, la réflexion s'est organisée autour des 7 piscines de proximité :

- Les bassins traditionnels de Gaillac, Lisle-sur-Tarn, Rabastens (avec des projets de rénovation qui prennent en compte les questions de performance énergétique et de consommation d'eau) ;
- les piscines en eau libre non chlorée de Rivières (piscine dans la rivière Tarn) et de Vère-Grésigne (bassin au niveau du lac) ;
- la piscine du centre de loisirs de la Courbe à Busque et la piscine du camping de Cahuzac sur Vère.

Ainsi, en cohérence avec le plan national du savoir-nager et de prévention des noyades, l'agglomération souhaite organiser des classes découverte, des stages ou des sorties scolaires regroupant les séances sur des journées et des semaines entières pour optimiser les déplacements et le temps, de travailler la continuité éducative en associant au savoir-nager des activités éducatives sportives et culturelles.

- Programme Savoir Rouler à Vélo dans les écoles

L'Education Nationale porte auprès des écoles le programme « Savoir Rouler à Vélo » de manière à permettre aux enfants sortant de CM² de circuler à vélo sur les routes.

Dans le cadre de son projet éducatif communautaire, l'agglomération réfléchit à une politique de développement des mobilités douces. Un travail de co-construction a démarré au dernier trimestre 2023 avec l'Education Nationale, le Service Départemental de la Jeunesse de l'Engagement et des Sports (SDJES), et l'association Génération Vélo.

- Equipements sportifs communautaires

L'agglomération possède deux équipements sportifs communautaires, le gymnase de Lisle-sur-Tarn et le gymnase de Rabastens.

e. Dynamiques de développement suivant les modes de production et de consommation responsables



Promouvoir une agriculture et une alimentation durables



Le Projet Alimentaire Territorial (PAT)

En mai 2023, la Communauté d'Agglomération Gaillac Graulhet a développé son projet alimentaire territorial autour de 3 axes forts : Développer une culture de l'ambassadeur du bien manger, Pérenniser et accompagner la structuration des filières, Préserver les ressources du territoire.

En lien avec le service restauration collective de la collectivité, 3 expérimentations ont été lancées sur l'ensemble des écoles avec une restauration en régie, soit 10 sites de fabrication livrant 21 écoles du territoire qui ont dégusté des plats réalisés à

partir de légumes, de produits laitiers, de viandes et de pâtes sèches de proximité (agriculteurs et transformateurs installés en Occitanie dont 13 tarnais). Ces dernières ont permis de tisser des liens avec les acteurs locaux mais aussi identifier les contraintes et difficultés pour progresser dans les années à venir sur l'utilisation récurrente de produits de proximité dans les assiettes de nos écoliers tout au long de l'année au grès des saisons et des productions.

Développer les circuits courts

Dans la restauration collective

Pour les crèches du territoire, le prestataire de livraison de repas en liaison froide répond aux critères de la loi EGALIM. 50 % des produits proposés sont durables dont 20 % d'aliments BIO et 30 % de labels et circuits courts.

L'agglomération affiche la volonté de développer une restauration collective de qualité et en circuit court dans l'ensemble des écoles et les crèches.

Pour les satellites livrés en liaison froide par un prestataire, à savoir l'ensemble des crèches et 18 établissements scolaires, le prestataire s'engage à respecter la loi EGALim en :

- Fournissant un repas végétarien hebdomadaire
- S'approvisionnant en denrées dont 50% sont des produits durables et de qualité dont 20% de bio (calcul sur le montant HT de la dépense)

L'agglomération compte également 10 cuisines en régie directe dont 4 sont des cuisines centrales qui alimentent 11 écoles. A partir de janvier 2024, les approvisionnements de ces structures se feront par un marché qui permettra de prendre en compte des achats de denrées brutes, fraîches, de qualité et conformes aux exigences de la loi EGALim. Les produits frais et de proximité seront favorisés et plusieurs fournisseurs locaux sur la viande, la volaille, les fruits et légumes et certains produits d'épicerie (pâtes sèches) interviendront de manière régulière et organisée grâce à l'harmonisation des menus.

La vente directe locale

Lancement du projet « Le Gout de la Terre » par le service Culture nouant des liens avec l'ensemble des équipes de la Communauté d'Agglomération Gaillac Graulhet pour construire un programme sur 3 ans à destination des habitants mettant à l'honneur une ressource agricole du territoire chaque année ; les céréales sur l'année 2023-2024. Ce projet s'inscrit dans un objectif de créer et de développer des temps de rencontre et de partage avec une entrée culturelle et une entrée agricole pour tisser des liens entre les acteurs locaux de l'alimentation, les publics, la culture et le patrimoine (**2 événements en 2023 et plus de 10 actions programmées sur 2024**).

L'essor maraîcher de Gaillac

L'agglomération porte une couveuse maraîchère installée depuis 2014 sur la commune de Gaillac. Cette structure innovante accompagne les personnes souhaitant développer une activité maraîchère biologique, au cours des premières années de production.

Les personnes bénéficient du matériel et des équipements nécessaires, des formations techniques et d'accompagnement pour une installation en autonomie à la sortie de la couveuse.

Pour faire connaître ces équipements, des supports de communication (vidéo et panneaux) ont été réalisés par l'agglomération.

Tourisme durable

La compétence "tourisme" est assurée par le syndicat "Toscane Occitane". Ce dernier Office de Tourisme de France. 6 bureaux touristiques sont présents sur le territoire de l'Agglomération Gaillac-Graulhet.

Le Plan vélo de la Communauté d'agglomération intègre un volet lié à la mise en place de boucles cyclo touristiques (multi-itinéraires) autour de la forêt de Grésigne, au nord du territoire. Cet itinéraire vise à développer une nouvelle offre cyclo touristique en valorisant les sites d'intérêt paysagers et patrimoniaux du territoire. Il représente l'opportunité de créer des connexions avec d'autres itinéraires cyclables (vélo route de la vallée de l'Aveyron ; Vallée du Tarn...) pour bénéficier d'un maillage, d'une cohérence et d'une offre de mobilité globale à l'échelle départementale voire régionale.

4. Une collectivité dynamique et éco-exemplaire

La prise en compte du développement durable dans le fonctionnement interne de la collectivité permet non seulement de sensibiliser les agents mais aussi de jouer un rôle moteur dans la transition écologique tout en témoignant d'une certaine forme d'éco-exemplarité.

L'agglomération agit sur la sobriété énergétique, la réduction des déchets, le numérique responsable, etc. La démarche se veut transversale, interne et sans moyens financiers spécifiques.

a) L'organisation interne

L'agglomération continue d'avancer dans son organisation interne.

Un nouvel organigramme a vu le jour en septembre 2023 avec 4 Directions Générales Adjointes dont 2 Directions Générales Adjointes des Services. Une direction de cabinet a été créée en lien avec le service "communication & évènementiel".

Dans la continuité, les organigrammes des directions sont proposés, progressivement, aux instances paritaires.

La collectivité produit son rapport d'activité annuel. Ce dernier est mis à disposition sur le site internet www.gaillac-graulhet.fr.

a) Les ressources humaines

- La formation et la professionnalisation tout au long de la carrière

Chaque année, 2264 de journées de formation sont suivies par les agents au CNFPT (CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE) (formations continue, d'intégration ou de préparation aux concours et examens).

- Le recrutement (contrats aidés...)

Conformément à la réglementation, la collectivité a déployé un process de recrutement transparent et détaillé. En 2023, 120 recrutements ont été réalisés (en dehors des remplacements).

Durant l'année, 23 contrats aidés ont été signés.

Afin de diminuer la précarité des agents contractuels de l'agglomération, un plan de titularisation a été validé en 2022 sur une durée de 3 ans. En 2023, 39 agents ont été mis en stagiairisation en vue d'une titularisation.

- Le dialogue social :

Plusieurs instances paritaires sont tenues, tous les ans, en interne. Pour 2023, 7 comités social techniques (CT) ont été organisés et 2 formations spécialisées en matière de santé, sécurité et conditions de travail.

- La cohésion sociale :

Plusieurs évènements internes ont lieu, chaque année, pour les agents de l'agglomération. Ces moments de convivialité favorisent la cohésion et valorisent le travail des agents : la cérémonie des vœux, la fête des agents au mois de juin, la cérémonie de remises des médailles du travail, les départs à la retraite et le Noël des enfants.

- L'accueil inclusif :

En tant qu'employeur, la collectivité doit répondre à ces obligations en termes d'emploi de l'effectif total). L'agglomération répond à cette obligation avec un effectif de 6.9 %.

- Le CNAS (Comité National d'Action Sociale) : Comité National d'Action Sociale

L'agglomération adhère à l'organisme d'action social national, le CNAS. Chaque agent de la collectivité peut bénéficier, de façon individuelle, à un large éventail de prestations pour le quotidien (achats, travail, famille, ...), les enfants, les vacances, la culture et les loisirs et la solidarité (prêts, coups durs...). L'accès est libre et en ligne, un correspondant est identifié dans la direction « Ressources Humaines ».

c) Les actions transversales internes

Impact des actions sur les 5 finalités du développement durable :



- La sobriété énergétique



Depuis la mise en route du plan de sobriété nationale, en novembre 2022, l'agglomération s'est mise en route pour réduire la facture énergétique. Les agents ont reçu des consignes pour réguler le chauffage, éteindre les sources d'électricités en cas d'absence et éviter toute sorte de gaspillage. Les systèmes de chauffage ont été réglés à 19° (16° le soir et le week-end) pour les bureaux, 20° dans les écoles, 17° dans les gymnases. La campagne de sensibilisation a porté ces fruits, une baisse de consommation gaz et électrique a été observée dans la plupart des bâtiments (entre période 2021-2022 et 2022-2023).

Ces baisses représentent entre -10% et -50% selon les sites concernés.

- Le déploiement d'une stratégie numérique responsable :



Le service des systèmes d'information accompagne les agents de la collectivité dans l'utilisation des équipements et des logiciels. En 2023, la collectivité a fait le choix de passer à l'utilisation de Microsoft OFFICE 365 et de ces applications. Ce changement a été accompagné de formations internes des agents et de la mise en ligne de tutoriels. Ces nouveaux outils participent au déploiement de la dématérialisation, de la visio-conférence, de l'optimisation des espaces de stockage, ...

En complément, le service continue des actions pour réduire l'empreinte carbone des équipements et de leur utilisation :

- ✗ Les ordinateurs fixes obsolètes sont renouvelés par des PC portables. Cet équipement facilite le télétravail et la station d'accueil sur le poste de travail évite des tours consommatrices d'énergies et d'espace.
- ✗ Les équipements mis aux rebus sont donnés à l'association Emmaüs de Lisle sur Tarn.
- ✗ Les PC sont paramétrés pour des impressions en recto/verso et noir et blanc.
- ✗ Les copieurs sont des outils multifonctions et permettent de scanner, envoyer par mail des documents...
- ✗ Les imprimantes à jets d'encre individuelles sont supprimées.
- ✗ Les toners sont triés et recyclés puis acheminés vers la filière adéquate.
- ✗ Les achats des équipements informatiques sont rationalisés en fonction de l'usage. L'inventaire et le suivi des équipements, par agent, est assuré par le service informatique.

Au cours de l'année 2023, 42 sites de l'agglomération ont été reliés à la fibre. Le cours de l'année 2024. La fibre permet une meilleure connectivité pour les agents sur site.

- La mobilité professionnelle durable :

En 2023, l'Agglomération s'est lancée dans l'élaboration du Plan de Mobilité Employeur (PDME). Au cours du 4^{ème} trimestre, l'ensemble des agents ont été invités à répondre à une enquête sur les déplacements "domicile-travail".

Le PDME et son plan d'action seront validés au cours de l'année 2024.

En parallèle, le service communication et le cabinet du Président invitent les agents au covoiturage lors des évènements organisés par la collectivité. La plate-forme CoviEvent est proposée pour la fête des agents, les vœux du Président, etc.

Une flotte de véhicule propre

L'agglomération s'est équipée d'une flotte de véhicules électriques importantes, 9 zoes électriques et 2 Kangoo électriques fourgons « Berlingo » électriques, sur un total de 34 véhicules.

Un camion-benne pour la collecte des déchets (régie de Graulhet) roule au GNV provenant du centre de traitement des déchets Trifyl situé à Labessière-Candeil. Un 2^{ème} camion-benne roulant au GNV est prévu pour 2024.

5 bornes de recharge de véhicule électrique ont été installées au sein des centres de ressources de Técou (3) et Rabastens (2).

Le télétravail

Depuis le 21 mars 2022 (délibération), le protocole de télétravail est cadré et est proposé aux agents sur la base du volontariat.

Les grands principes : 3 jours par semaine maximum, temps de travail supérieur à 80 % et une ancienneté supérieure à 6 mois, une indemnisation de 2,5 €/jour plafonnée à 220 €/an.

Les agents sont équipés du matériel nécessaire, à savoir un ordinateur et un téléphone portables.

En 2023, **81 agents** télétravaillent au moins une journée par semaine.

- La prévention et le tri des déchets :   

L'ensemble des sites et des services de l'agglomération sont équipés de corbeilles et poubelles jaunes pour le tri des déchets. Pour mieux comprendre les consignes de tri, les agents bénéficient d'informations à travers des mailings, newsletter interne et affichages dans les locaux.

L'agglomération s'efforce de réduire la production de déchets à travers plusieurs actions : utilisation de vaisselles réutilisables notamment lors des évènements internes, réduction des emballages lors des commandes de fournitures, réduction du papier (impression R/V et dématérialisation), ...

Depuis l'automne 2023, l'agglomération met en place, progressivement, le tri des biodéchets. Des équipements spécifiques sont donnés aux cantines scolaires et aux crèches. Des composteurs et des sacs orange pour la collecte sont mis en place dans les autres structures.

- La dématérialisation des procédures  

L'Agglomération met en place une politique de dématérialisation des documents en vue de réduire l'utilisation du papier. Les actes de la collectivité (délibérations, décisions, arrêtés, ...) ainsi que les flux financiers (budget, mandat, paie, ...) sont dématérialisés progressivement. Les documents comptables et les pièces contractuelles des marchés publics sont transmis

en version numérique.

L'organisation des conseils communautaires et des bureaux se fait via l'envoi des convocations et des dossiers de travail de façon dématérialisé.

Le traitement des courriers et la signature des parapheurs se font par voie dématérialisé avec l'aide de logiciel dédié.

Les impressions des courriers sont réduites avec l'aide de scan et diffusion auprès des services.

Dans la mesure du possible, les consultations du public et des institutions, règlementaire, se font par voie dématérialisé avec l'envoi de lien dématérialisé et sécurisé.

Depuis 2022, le service droit des sols est équipé afin de recevoir les autorisations d'urbanisme de manière dématérialisée, via le site Internet Geopermis.

- La commande publique responsable



Depuis sa création, l'agglomération a engagé plusieurs groupements de commande auquel les communes peuvent adhérer ou non. Ces dernières peuvent bénéficier des économies d'échelles sans frais de publication et bénéficient d'expertise gratuite avec la coordination du marché par les services techniques et administratifs de l'agglomération.

En 2023, 4 groupements de commandes ont été proposés aux communes.

Pour pouvoir appliquer la loi « Climat & Résilience », la collectivité a mis à jour le guide interne de procédures de la commande publique

Pour optimiser les livraisons, l'ensemble de services regroupent les commandes (2 par an). Les agents sont invités à limiter les déplacements des fournisseurs.

Le service « commande publique » a amorcé un travail avec le service économie pour accompagner les opérateurs du territoire dans cette transition. L'objectif étant de poursuivre, voire développer, l'achat local et de qualité. Un atelier d'information a été organisé pour les professionnels (décembre 2023).

Au mois de juillet, les membres de la direction et l'ensemble des encadrants ont été sensibilisés à l'achat public et les obligations de la loi climat & résilience. Les élus sont également sensibilisés à l'achat public local et au respect de loi Climat.

- La qualité de l'air interne :



Conformément à la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, les services techniques de l'agglomération mettent en œuvre, progressivement, les dispositifs nécessaires pour surveiller la qualité de l'air intérieure **dans certains établissements recevant du public** (ERP) accueillant des populations sensibles ou exposées sur de longues périodes.

En 2021, des diagnostics sur la qualité de l'air intérieur ont été réalisés sur l'ensemble des crèches du territoire.

Des capteurs de CO2 ont été installés dans plusieurs écoles du territoire pour informer en temps réel les usagers du niveau de concentration de CO2 dans les salles. De plus, chaque programme de rénovation énergétique des bâtiments intègre systématiquement l'amélioration ou l'installation de système de ventilation destiné à assurer un renouvellement de l'air intérieur satisfaisant (Ventilation Mécanique Contrôlée, Centrale de Traitement de l'Air...)

La mise en route du nettoyage au naturel dans les bâtiments communautaires (produits éco-labellisés, nettoyage à la vapeur, ...) favorise une meilleure qualité de l'air.

- La préservation et la valorisation des espaces verts communautaires



Le service « Espaces verts » de l'agglomération applique la réglementation et n'utilise aucun produit phytosanitaire. Le désherbage est réalisé manuellement. La gestion différenciée des espaces communautaires se met en place progressivement. Une expérimentation de la tonte tardive a été menée sur les espaces verts des centres de ressources de l'agglomération au cours de l'année 2023.

5. Les perspectives

Ce deuxième rapport « Développement Durable » met en évidence la dynamique territoriale poursuivie par l'agglomération Gaillac-Graulhet, sur l'année 2023.

La collectivité met un point d'honneur à développer l'éco-exemplarité sur son fonctionnement interne.

Plusieurs actions sont envisagées dans les mois à venir notamment sur : le déploiement des actions de mobilité durable avec la validation du Plan de Mobilité Employeur, le développement de l'achat responsable, du réemploi, etc.

L'agglomération Gaillac-Graulhet a signé un Contrat d'Objectif Territorial (COT) avec l'ADEME Occitanie. Ce dernier engage la collectivité dans le programme "Territoire Engagé Transition Ecologique" sur 4 ans (2024 à 2028). L'accompagnement de l'ADEME, la mise en réseau, la formation et le soutien financier pourront sans doute valider la labellisation de l'agglomération dans les référentiels "Climat-Air-Energie" et "Economie Circulaire".

Les projets d'investissements de l'Agglomération et des communes bénéficient de financements de l'État et du Département dans le cadre du Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE) 2021-2027 notamment au titre de la DETR (Dotation d'équipement des territoires ruraux) ou de la DSIL (Dotation de Soutien d'Investissement Local) et des différents Appels à Projets (Ministères, Agence de l'Eau Adour-Garonne, Ademe,...). Le Fonds Vert national, créé fin 2022, a été sollicité sur des opérations intercommunales et communales (principalement de rénovation thermique des bâtiments publics dont des bâtiments scolaires, de rénovation de l'éclairage public, de désimperméabilisation et renaturation d'espaces publics). Il est abondé pour 2024 pour accélérer la rénovation énergétique des bâtiments scolaires. Renommé en septembre 2023 Contrat de Réussite pour la Transition Ecologique, le CRTE doit devenir l'outil de mise en œuvre de la planification de la Transition Ecologique dans un cadre pluriannuel d'engagement de l'Etat.

La Région Occitanie et le Département du Tarn apportent également leur soutien financier dans le cadre du Contrat Territorial Occitanie 2022-2028, déclinaison locale du PACTE VERT OCCITANIE 2040 dont les orientations sont de promouvoir un nouveau modèle de développement, de réussir ensemble le rééquilibrage territorial, de favoriser l'adaptation et la résilience du territoire au changement climatique et du Contrat Atouts Tarn 2021-2023.

Enfin, les fonds européens FEADER au titre du programme LEADER 2023-2027 et FEDER-FSE + 2021-2027 complètent les possibilités de soutien financier aux projets selon leurs critères d'éligibilité.

Le groupe de travail constitué pour réaliser ce rapport valide les indicateurs de suivi et d'évaluation ci-dessous. Ces derniers seront amenés à évoluer, en fonction des données disponibles et des projets menés.

ANNEXES

- Tableau de suivi des Indicateurs territoriaux et interne
- Tableau de synthèse des actions selon les finalités DD
- Tableau d'analyse des programmes de la collectivité
- Analyse des actions internes

BROUILLON